

Les bienfaits du capitalisme : une récession à n'en plus finir et l'austérité comme seul horizon

Article publié dans *Tout est à nous* du 23 mai 2013 (avec un titre différent)

<http://www.npa2009.org/node/37316>

Contrairement aux prévisions de l'INSEE et de la Banque de France, le PIB a de nouveau reculé de 0,2% au 1^{er} trimestre 2013. Depuis un an, la consommation stagne et l'investissement des entreprises plonge de 2,5% sur un an. Le déficit commercial s'accroît à nouveau, après avoir diminué en raison d'une baisse des importations. Après une timide reprise en 2010, tous les indicateurs sont dans le « rouge » depuis deux ans sans espoir d'amélioration ces prochains mois. Le chômage réel va donc continuer à grimper. Dans le même temps, de façon totalement surréaliste, abreuvée de liquidités, la Bourse s'envole alors que les profits stagnent ou reculent (-28% pour les groupes du CAC 40 en 2012). Une nouvelle bulle financière se forme et finira par éclater : il faudra des plans d'austérité encore plus durs pour sauver les grands groupes capitalistes « too big to fail » (trop grands pour être mis en faillite).

Du point de vue du capital, la France est désormais le maillon faible de l'Europe. Dans les pays de l'Europe du Sud, les salaires ont baissé depuis 2009-2010. En Allemagne, avec l'Agenda 2010 au début des années 2000, Schröder a coupé dans les dépenses sociales et les salaires ont été bloqués. La France fait désormais figure d'exception : pendant la crise, malgré l'austérité, les salaires ont continué à augmenter, plus vite que la productivité, si bien que le taux de marge des entreprises a baissé, accentuant la crise de rentabilité du capital. La « compétitivité » de la France est au plus bas, malgré la réforme du marché du travail (ANI) et le pacte de compétitivité (avec un cadeau de 20 milliards de baisse d'impôts pour les patrons). Avec la monnaie unique, la seule variable d'ajustement pour regagner en compétitivité est la baisse des salaires. Sans possibilité de dévaluer, de restreindre la liberté de circulation des marchandises et des capitaux, la mise en concurrence des travailleurs se déploie sans entraves et aligne les droits sociaux vers le bas.

En bon gestionnaire des intérêts du capital, la feuille de route de Hollande est simple : baisser le « coût » du travail, pour augmenter les marges des entreprises, afin de relancer l'investissement et donc la croissance. Ces bons conseils lui sont bien sur adressés par les libéraux... mais aussi par un prestigieux économiste « antilibéral », par ailleurs membre du collectif des « économistes atterrés », Philippe Askenazy. Ce dernier a pondu avec d'autres un rapport¹ où il met de côté la « relance pour les gogos », et suggère trois pistes pour baisser le coût du travail :

- la multiplication des dérogations aux accords de branche, qui sont beaucoup trop rigides, et empêchent le blocage des salaires ;
- le basculement des cotisations sociales vers les impôts pour faire passer le financement de la protection sociale des patrons vers les salariés ;
- l'inflation, parce que c'est plus facile de baisser les salaires réels grâce à l'inflation qu'en baissant le salaire nominal (un grand classique préconisé cyniquement par Keynes en son temps... et repris aujourd'hui par Mélenchon qui loue les vertus « sociales » de l'inflation).

Ce point de vue n'est bien sur pas partagé par la plupart des antilibéraux. Si de plus en plus se prononcent pour la fin de l'euro, le dernier en date étant Oscar Lafontaine, dirigeant de *Die Linke* en Allemagne, la rupture avec l'UE est une condition nécessaire mais pas suffisante pour une politique alternative. La sortie de l'euro couplée à la mise en place d'une politique de relance keynésienne (hausse des salaires et des dépenses publiques) ne ferait qu'aggraver la crise de rentabilité du capital et se terminerait inéluctablement par une austérité accrue. C'est la mise hors d'état de nuire des capitalistes, par leur expropriation des principaux moyens de production, couplée à la planification de l'économie, qui seule pourra permettre la satisfaction des besoins sociaux.

Gaston Lefranc

¹ <http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE-note005.pdf>